

Indicateurs macroéconomiques

Indicateurs macroéconomiques	2019 (INE)	2020 (Budget 2021)	2021 (Budget 2021)
Croissance PIB (%)	2,2	- 8,5	+ 5,4
Solde public (% du PIB)	+ 0,2	- 7,3	- 4,3
Dettes (% du PIB)	117,7	134,8	130,9
Taux de chômage (% PA)	6,5	8,7	8,2
Indice harmonisé des prix à la consommation (%)	0,3	- 0,1	+ 0,7

Indicateurs du commerce extérieur	Juillet 2020
Exportations de biens (Md€, Banco de Portugal)	30,2 (- 15,5 % en g.a.**)
Importations de biens (Md€, Banco de Portugal)	38,4 (- 19,4 % en g.a.)
	Juillet 2020
Exportations de services (Md€, Banco de Portugal)	11,9 (- 38,4 % en g.a.)
Importations de services (Md€, Banco de Portugal)	7,7 (- 24 % en g.a.)

* Hors recapitalisation de la banque publique Caixa Geral de Depósitos, le déficit public a été de 0,92 % du PIB

** Glissement annuel

MACROECONOMIE

- **Budget 2021 : les prévisions de croissance du gouvernement sont plus pessimistes**

Le projet de loi de finances 2021 présenté le 13 octobre prévoit pour 2020 une contraction du PIB de 8,5 % contre 6,9 % dans le budget modificatif 2020 adopté au début de l'été. Le rebond attendu en 2021 est également plus marqué (+ 5,4 % contre 4,3 % précédemment). Le déficit public devrait atteindre 7,3 % en 2020 après avoir enregistré un excédent historique de + 0,2 % en 2019. Le gouvernement prévoit de le ramener à - 4,3 % en 2021.

- **La Banque du Portugal révisé ses prévisions macroéconomiques à la hausse**

La banque centrale portugaise a revu ses projections macroéconomiques à la hausse dans [son dernier bulletin économique](#) : la récession devrait atteindre 8,1 % cette année contre 9,5 % dans les projections de juin. Les prévisions pour l'emploi sont également moins pessimistes, la Banque du Portugal estime que le taux de chômage atteindra 7,5 % en 2020 (- 2,6 p.p. par rapport aux prévisions précédentes). Le nouveau gouverneur de la Banque centrale, Mario Centeno, a expliqué cette révision par « un impact plus faible qu'attendu du confinement » et une « réaction des entreprises et des ménages meilleure qu'attendue ». Les exportations de biens devraient diminuer de 19,5 %, en glissement annuel, contre 12,4 % pour les importations, entraînant une dégradation significative de la balance commerciale portugaise.

POLITIQUE BUDGETAIRE

- **Budget 2021 : le gouvernement présente son projet de Budget**

Le gouvernement socialiste a présenté son projet de Budget 2021 le 13 octobre, il prévoit notamment une hausse des petites retraites, une hausse du montant minimum des allocations chômage de 438 € à 503 € ainsi qu'une nouvelle allocation pour les travailleurs ayant perdu leur emploi ou n'ayant plus accès au chômage d'un montant correspondant au seuil de pauvreté, soit 501 €.

Les anciens alliés du gouvernement, dont le soutien est nécessaire, ont pour l'instant refusé d'endosser le projet en l'état. Le Bloc de gauche a notamment indiqué quatre points à modifier dans le projet à savoir «arrêter la vague de licenciements», renforcer le service national de santé (SNS) avec plus de professionnels ; clarifier les montants pour *Novo Banco* et modifier les conditions d'accès aux nouvelles prestations sociales dans le contexte de la pandémie.

- **Le budget du Ministère de l'Environnement devrait augmenter de 26,4 %**

Selon le projet de Budget 2021 déposé au Parlement le 12 octobre, le budget du Ministère de l'Environnement et de l'Action climatique devrait augmenter de 602 M€ (+ 26,4 % par rapport à 2020) pour atteindre près de 3 Mds€ dont un peu moins de 840 M€ destinés aux transports publics et 400 M€ pour les objectifs de développement durable.

Avec des objectifs ambitieux de décarbonation à l'horizon 2030, le gouvernement veut continuer à promouvoir l'utilisation des transports publics. A ce titre, le Budget comprend plusieurs investissements déjà annoncés notamment pour étendre le réseau et acquérir du matériel roulant pour le métro de Lisbonne (150,9 M€) et celui de Porto (143,1 M€), renouvellement de la flotte de traversée du Tage *Transtejo* (qui disposera de 10 nouveaux navires électriques pour 57 €). Dans la perspective d'une transition vers une mobilité durable, le gouvernement continuera à supprimer les exonérations fiscales sur les produits pétroliers et énergétiques (ISP).

- **Les ménages portugais représentent 11 % du financement de l'Etat**

La directrice de l'agence de gestion de la dette portugaise (IGCP), Cristina Casalinho, a rappelé, lors d'une audition parlementaire, le poids des ménages portugais dans le financement de l'Etat : ceux-ci représentent près de 11 % des prêts au Trésor portugais. C. Casalinho a évoqué ce chiffre en référence, plus précisément, aux certificats du Trésor qui représentent un « stock » de 17,2 Mds€ pour les Certificats du Trésor Epargne et Croissance (CTPC) et 12,2 Mds€ pour les Certificats d'Epargne (*Certificados de aforro*). Elle souligne en particulier leur coût pour les finances publiques étant donné que les certificats sont rémunérés en moyenne à 1,3 % contre environ 0,7 % pour les obligations comparables. Les déclarations de C. Casalinho pourraient suggérer la fin prochaine des certificats selon la presse portugaise. Pour rappel, ces titres ont été créés en 1960 afin d'encourager l'épargne des ménages.

- **Les taux à 10 ans atteignent un plus bas depuis novembre 2019**

Les taux souverains de référence portugais reculent et ont atteint, lundi 12 octobre, un plus bas depuis novembre 2019 à 0,18 %, en ligne avec [les taux espagnols, italiens et grecs](#). Le *spread* avec le *Bund* allemand continue à se réduire, atteignant 70,5 pb, son niveau de février 2020. Selon les déclarations de plusieurs analystes, la baisse serait notamment liée à plusieurs signaux, en particulier des déclarations du chef économiste de la BCE, Philip Lane, au *Wall Street Journal*, qui laissent présager d'un élargissement des dispositifs de soutien de la BCE, en particulier du *quantitative easing*.

SECTEUR BANCAIRE

- **Novo Banco : le secteur bancaire financera le fonds de résolution à hauteur de 275 M€**

Quatre grandes banques portugaises seraient parvenues à un accord de principe avec le Gouvernement au sujet du financement de *Novo Banco* selon des informations relayées par le [Jornal Económico](#). Les banques *Caixa Geral dos Depósitos*, *Millennium bcp*, *Santander* et *BPI* devraient prêter

entre 250 et 400 M€ au Fonds de Résolution pour recapitaliser *Novo Banco* dès l'année prochaine. Le journal avance le montant de 275 M€ mais les négociations sont toujours en cours. La décision intervient après que le Bloc de Gauche ait conditionné son soutien au projet de Budget 2021 au refus d'inclure un nouveau prêt public au Fonds de Résolution l'an prochain.

Malgré un « lapsus » dans le projet de budget rédigé par le gouvernement, le ministre des finances, João Leão, a garanti que l'État ne serait pas impliqué dans le processus d'un éventuel prêt à *Novo Banco* en 2021. Le reste du montant budgété par le Fonds de Résolution au titre de l'accord de capitalisation sera financé par les fonds propres du Fonds de Résolution. João Nunes Mendes, secrétaire d'État aux Finances, a souligné que les banques financent déjà le Fonds à hauteur de 700 M€ soit 10 % du financement global, une part qui serait portée à 13 % si le prêt se concrétise.

SECTORIEL

- **5G : la Commission européenne étudie l'existence potentielle d'aides d'Etat dans les enchères**

Selon le Secrétaire d'Etat aux Communications, Hugo Mendes, la Commission européenne aurait demandé des « éclaircissements » relatifs à l'existence potentielle d'aides publiques dans le projet de règlement pour l'attribution des fréquences 5G envoyé par le régulateur des télécoms portugais, *Anacom*. L'enquête de la Commission ferait suite à des plaintes d'opérateurs de télécommunications portugais concernant les conditions fixées par *Anacom* pour favoriser l'entrée d'un plus grand nombre d'entreprises sur le marché. Le lancement des enchères était initialement prévu pour le mois d'octobre, mais la [presse spécialisée](#) estime que l'attribution des fréquences devrait avoir lieu en 2021.

Le vendredi 16 octobre, les propositions de chaque parti sur la 5G seront discutées au Parlement. Les quatre principaux partis d'opposition sont unanimes pour faire de la 5G une priorité. Le PSD (droite) défend « l'égalité d'accès » et la création d'incitation pour les opérateurs qui donneraient la priorité aux investissements dans les territoires de faible densité. Le Parti Communiste défend également l'égalité d'accès à la 5G en insistant sur la reconstitution d'un opérateur public des télécommunications. De même, le Bloc de Gauche défend un service public et universel pour l'exploitation du réseau de télécommunication au Portugal. Le CDS-PP (droite) recommande pour sa part une « flexibilisation des règles, des responsabilités et des prix [des télécommunications] pour les opérateurs de marché établis comme pour les nouveaux entrants ».

- **5G : le Portugal va suivre les règles européennes**

Dans un entretien à l'hebdomadaire [Expresso](#), la ministre de la Présidence portugaise, Mariana Vieira da Silva a garanti que « tous les potentiels fournisseurs seront soumis à un processus de certification et d'évaluation ». A ce stade, le gouvernement ne peut pas exclure *Huawei* ou tout autre fabricant car il n'existe pas de législation spécifique à ce sujet. Afin de doter l'État des instruments nécessaires pour appliquer d'éventuelles interdictions, le gouvernement devrait créer un cadre législatif adéquat prochainement. Suivant la politique de la Commission européenne le Portugal ne prend pas position sur des entreprises en particulier et le fabricant chinois n'est jamais explicitement nommé.

Dans les faits, l'application des lignes directrices européennes devraient pénaliser *Huawei* puisque les restrictions applicables aux fournisseurs à haut-risque dépendent de quatre critères : il ne peut y avoir de « lien fort entre le fournisseur et le gouvernement d'un pays tiers » ; la législation de ce pays sera prise en compte, en particulier « lorsqu'il n'existe pas de contrepouvoir démocratique ou

législatif » ; les caractéristiques de la « propriété du fournisseur par une société » seront évaluées, et la possibilité « qu'un pays tiers puisse exercer une forme quelconque de pression » sur la société du fournisseur constitue également un facteur d'exclusion.

Ces déclarations interviennent dans un contexte de tensions politiques autour de la 5G, après les déclarations de l'ambassadeur américain au Portugal, George Glass, appelant le Portugal à choisir entre « travailler avec ses partenaires en matière de sécurité, ses alliés, ou ses partenaires économiques, les Chinois », suivie de la visite du sous-secrétaire d'Etat américain à Lisbonne, Keith Krach.

- **Isabel dos Santos conteste la nationalisation d'Efacec**

La femme d'affaires angolaise a décidé de contester la nationalisation de ses parts détenues dans l'entreprise d'ingénierie *Efacec* à travers sa société *Winterfell*. Dans le sillage du scandale de corruption dit « *Luanda Leaks* » et de la saisie de *Winterfell*, le gouvernement a nationalisé les parts d'Isabel dos Santos (env. 72 %) dans la compagnie *Efacec* afin de préserver les 2500 emplois en évitant une rupture de trésorerie. *Winterfell* estime ne pas avoir été consulté avant la prise de cette décision contrairement aux autres actionnaires, sur cette base la société a déposé un recours en justice auprès du Tribunal Administratif Suprême.

- **La part de marché des véhicules électriques au Portugal est la 5^{ème} plus élevée d'Europe**

Au premier semestre 2020, 11 % des véhicules vendus au Portugal étaient électriques, à parts égales entre les hybrides et les véhicules totalement électriques. Les données proviennent du rapport « Mission (presque) accomplie » de la Fédération Européenne des Transports et de l'Environnement, relayées par l'association de défense de l'environnement portugaise *Zero*. Selon l'association, les ventes d'électriques dépendent principalement du régime fiscal et de la densité du réseau de bornes de rechargement. Sur ce dernier point, *Zero* estime que les infrastructures pour le rechargement des véhicules sont insuffisantes au Portugal et entraveraient le développement du marché.

- **Le gouvernement anticipe une baisse des recettes touristiques de 50 % à 60 % en 2020**

La Secrétaire d'Etat au Tourisme portugaise, Rita Marques, a déclaré à l'agence de presse *Lusa* que les recettes touristiques de 2020 devraient diminuer de l'ordre de 50 % à 60 % par rapport à 2019, en raison de la pandémie. L'an dernier le secteur avait généré 18 Mds€ de recettes. Rita Marques estime par ailleurs qu'en 2021-2022, que le Portugal aura « les conditions » pour retrouver le niveau de recettes de 2016 qui « a été une année positive, mais pas extraordinaire ». Les trois principaux défis du secteur sont selon elle : (i) l'expansion du tourisme à l'ensemble du territoire national, (ii) la fin de la saisonnalité et (iii) la diversification des marchés émetteurs. Elle a notamment souligné que les taux d'occupation hôteliers dans les territoires de faible densité touristique étaient supérieurs à ceux de 2019, saluant la politique de promotion du territoire mise en œuvre par le Gouvernement (ex. programme *Valorizar*).

Selon les données publiées par l'INE, le nombre de nuitées enregistrées dans les établissements hôteliers a diminué de 47,2 % en août par rapport à 2019, reflétant le redressement relatif du secteur, le nombre de nuitées comptabilisées en juillet ayant diminué de 68,1 % en g.a.

DIVERS

- **Le montant des investissements captés *via* les « visas dorés » atteint 5,5 Mds€**

Depuis leur création en 2012, le montant des investissements captés à travers ce mécanisme a atteint 5,5 Mds€ dont 90 % dans l'immobilier. D'après les données publiées par le Service des Etrangers et des Frontières (SEF), le programme des Autorisations de Résidence pour l'Investissement (ARI), dits « visas dorés » a représenté un investissement de 43,5 M€ en septembre 2020 (- 10 % par rapport à 2019) et 540 M€ en cumulé sur les neuf premiers mois de l'année (- 10 % également). Les investisseurs chinois constituent toujours les premiers bénéficiaires du régime. Le gouvernement, pour sa part, a réitéré sa volonté d'exclure Lisbonne et Porto du dispositif dès l'année prochaine, en vue de soulager en partie la pression immobilière sur ces zones.

Responsable de la publication : Ronan Venetz

Ambassade de France à Lisbonne,
Service économique
R. Santos-O-Velho 5,
1249-079 – Lisbonne

Rédigé par: Louis Diéval

Abonnement/désabonnement :
lisbonne@dgtresor.gouv.fr



Internet : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/PT>

Suivez-nous sur Twitter : @DGTresor_Iberia

Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Lisbonne

Clause de non-responsabilité :

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées.

Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.